

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 17 • 24 AVRIL 2020 • CHF 3.-

**L'Etat du Kerala
en Inde face
à la pandémie**

page 5



**Les sans-papiers sont parmi
les plus touchés par la crise
du Covid-19**

page 2



**Blanchâtel: une
soixantaine d'employés
sur le carreau**

page 3

Ecoles: réouverture controversée

ROMANDIE • Le «pic épidémique» atteint ou non, le Conseil fédéral (CF) annonce la voie à suivre. Elle se révèle inquiétante sur l'ouverture des établissements scolaires notamment.

Il faut aller aussi vite que possible pour sauver les profits, quitte à être un peu lent sur les garanties. Le 16 avril dernier, le CF dévoilait sa «stratégie adaptative» de déconfinement pour que «la vie normale puisse reprendre son cours». Elle consiste en trois étapes et débutera dès lundi prochain par la réouverture des cabinets médicaux, des services aux personnes, de certains magasins (jardinage et construction), des coiffeurs et des salons de beauté. Viendra ensuite, le 11 mai, la réouverture des écoles et de l'ensemble des commerces. Puis, le 8 juin sera l'occasion «de voir comment cela se poursuit».

Décisions contradictoires

Ces décisions politiques, amenées à évoluer en fonction de la situation épidémique, «s'appuient sur les dernières connaissances scientifiques (qui) évoluent», elles aussi, selon le chef du Département fédéral de l'intérieur, Alain Berset. Pour ce dernier, il s'agit de trouver un équilibre «très fin», que résume son désormais célèbre adage «aussi vite que possible mais aussi lentement que nécessaire». Il est donc question d'avancer lentement, afin de faire courir le moins de risques possibles à la population, et «en même temps» d'aller vite, pour en faire courir le moins de péril à l'économie, un délicat chemin de crête.

En Romandie, zone particulièrement touchée, cela sonne comme une dangereuse aventure. Le cas des écoles ici inquiète et fâche tout particulièrement. Pour les groupes Enseignement romands du Syndicat des services publics (SSP), il s'agit de faire passer les profits avant les considérations sanitaires, pédagogiques et sociales. «[C]'est la question de la santé qui doit primer. Or sur ce plan, les explications des autorités fédérales n'ont rien de convaincant. A ce stade, rien ne permet d'affirmer que les prescriptions de santé pourront être respectées dans les écoles», écrivent-ils, soulignant des nombreuses questions pratiques telles que les récréations, les repas de midi, ou encore les lavabos «très rares dans certains bâtiments». Pour eux, une ouverture au 11 mai «ne répond pas au principe de précaution et fait courir le risque d'une nouvelle propagation du virus au sein de la population tout entière». De plus, ils s'attendent à que l'on donne pour fonction première à l'école «d'occuper les enfants afin que les salarié.e.s retournent au travail...».

Le temps c'est de l'argent

A en croire le chef de la division «Maladies transmissibles» de l'Office fédéral de la santé publique, Daniel Koch, «jusqu'à maintenant tout ce que l'on sait sur les enfants c'est qu'ils ne tombent non seulement pas malades, mais ils ne sont pas infectés, donc ce ne sont vraiment pas des vecteurs». Cette certitude, temporaire, est peu fondée scientifiquement pour l'infectiologue et président de la Société vaudoise de médecine, Philippe Eggimann. Dans *Le Temps*, il précise que bien que l'on sache les enfants moins souvent malades et moins gravement atteints, «il n'existe pour l'heure aucune donnée scientifique permettant de conclure s'ils sont des vecteurs de transmission ou non». A quoi il ajoute, «sans cela, on ne peut aboutir qu'à une réponse politique, et non scientifique».

Bien que les enfants ne courent que peu de risques, statistiquement parlant, la remise en



marche du système scolaire va entraîner le redémarrage de tout un ensemble de situations de proximité sociale. De nombreuses personnes prendront les transports en commun pour accompagner leur(s) enfant(s) et se rencontreront entre parents devant les établissements. La logistique des parascolaires impliquera de remettre en contact un grand nombre de travailleur.se.s. Enfin, le choix d'une réouverture concomitante de tous les commerces ne paraît pas vraiment correspondre à la «lenteur» d'action «nécessaire» pour garantir une reprise sûre. Elle fait plutôt songer à une expérience politico-scientifique à l'échelle nationale.

Des souris et des profs

«Nous ne sommes pas des cobayes!», s'indigne la branche vaudoise Education de la fédération syndicale Sud. Elle demande que des mesures de protection sanitaires très claires soient prises. Et s'interroge ainsi quant aux élèves et professionnel.le.s dont les proches vivent sous le même toit et sont à risque. Ou sur comment s'organiseront les parents, travailleur.euse.s des écoles et de l'accueil (ou pas), qui n'ont d'autre solution de garde que des grands-parents de plus de 65 ans vulnérables. «Les risques encourus ne sont pas explicités par les autorités», dénonce le syndicat qui prévient que si les mesures de sécurité, comme la généralisation des tests, ne sont pas «à la hauteur d'une véritable politique de protection de la santé (...)

», il considérera qu'il s'agit d'une situation de conflit collectif de travail et saisira l'Organe de conciliation. Ceci pour «ouvrir la voie à toutes les mesures de lutte et de défense de l'intégrité et de la santé». «Nous résisterons et nous appellerons à la résistance», conclut-t-il dans son communiqué.

Deux professeurs du cycle d'orientation genevois nous on fait part de leur envie de reprendre les cours en classe. «Ce que j'aime, c'est le métier d'enseignant, c'est-à-dire être avec les élèves», nous

confie le premier. Il s'inquiète de ceux qui étaient les plus en difficulté dans le monde d'avant, «et avec lesquels il est le plus difficile de maintenir le contact». Bien qu'une reprise le 11 mai ne l'inquiète pas vu son jeune âge, il est catégorique: «Cela correspond à abandonner les mesures pour les gosses. Quand la cloche sonne, ils se "roulent" les uns sur les autres. On ne fera pas de miracles.» Le second «comprend qu'il faille reprendre la production». Mais il aimerait toutefois que cela ne soit pas pour retomber dans les vieux travers sur les plans écologiques et sociaux. «Si c'est pour tout reprendre comme avant, c'est complètement débile!», souligne-t-il.

Merci Patron!

Pourquoi ne pas avoir attendu des données scientifiques supplémentaires et n'avoir pas préparé un ensemble des dispositions concrètes, à même d'apporter les garanties nécessaires? Le Centre patronal vaudois croit avoir la réponse: «Il faut éviter que certaines personnes soient tentées de s'habituer à la situation actuelle, voire de se laisser séduire par ses apparences insidieuses: beaucoup moins de circulation sur les routes, un ciel déserté par le trafic aérien, moins de bruit et d'agitation, le retour à une vie simple et à un commerce local, la fin de la société de consommation... (sic). Cette perception romantique est trompeuse, car le ralentissement de la vie sociale et économique est en réalité très pénible pour d'innombrables habitants qui n'ont aucune envie de subir plus longtemps cette expérience forcée de décroissance (...) il est néanmoins indispensable que l'activité économique reprenne rapidement et pleinement ses droits». Allez au boulot! Retrouvons une «vie normale!» Au regard notamment des graves incertitudes sanitaires, de telles injonctions pourraient nuire gravement à la santé. ■

Jorge Simao



IL FAUT LE DIRE...

Il ne suffit plus de les applaudir

Au front depuis l'aube de la pandémie, les infirmières, pouvant déjà travailler jusqu'à 50 h. par semaine selon la Loi sur le travail (suspendue depuis le 20 mars) veulent une reconnaissance et des moyens pour leurs missions vitales.

Cette semaine, l'Association suisse des infirmières et infirmiers (ASI) a envoyé une lettre ouverte aux parlementaires pour exiger des actes plutôt que de sempiternelles paroles. Elle dénonce les lacunes du système de santé suisse. Le manque de masques de protection pour les personnels soignants en est une triste illustration, une lacune qui coûtera 2 milliards pour être rattrapée. Très remontée, l'association pointe aussi le manque de personnel dans les hôpitaux et celui touchant à la reconnaissance financière de la profession. Ces exigences sont le cœur de l'initiative fédérale «Pour des soins infirmiers forts» déposée en 2017 par l'association. Le texte demande qu'un nombre suffisant d'infirmiers et d'infirmières soit formé en Suisse, le pays n'assurant la carrière que de 43% seulement de la demande réelle de soignants. «Cela témoigne d'un égoïsme indéfendable vis-à-vis des pays dont nous ponctionnons la main-d'œuvre», tance l'ASI.

L'initiative veut permettre aux professionnels d'assurer une qualité des thérapies proposées. Ceci par un financement des prestations correspondant aux dépenses effectives réalisées pour les soins. Tous ces manques font que beaucoup d'infirmières et d'infirmiers quittent la profession frustrés, parce que la charge de travail est trop élevée et que le salaire et la reconnaissance sont trop faibles.

Pour l'heure, l'ASI a l'impression que le monde politique prend encore de haut ces demandes, même si un contreprojet indirect minimum a été approuvé par le Conseil national. «Nous avons mis depuis longtemps nos arguments sur la table. Ceux-ci sont étayés par de nombreuses études scientifiques. Les parlementaires savent ce qui est en jeu. Nous attendons d'eux qu'ils en tirent enfin les conséquences», avertit Sophie Ley, présidente de l'ASI. Si celles-ci ne sont pas tirées par les parlementaires, il y a fort à parier qu'elles le soient par la population, qui les acclame tous les soirs au balcon, au moment de passer au vote.

Joël Depommier

Les sans-papiers face à la pandémie

VAUD • Une lettre ouverte aux autorités fédérales, cantonales et municipales vise à mieux protéger les sans-papiers au temps du Covid-19.

Les personnes concernées seraient 12'000 à travailler dans le canton de Vaud et estimées entre 8'000 et 10'000 à Genève. Ainsi des requérants déboutés, des ressortissants européens et de l'Association européenne de libre-échange, avec un permis de séjour périmé ou des travailleurs sans statut légal, issus d'Etats tiers (donc non bénéficiaires de l'Accord sur la libre circulation). Ces personnes œuvrent essentiellement dans l'économie domestique, la construction et la restauration et éprouvent la pire précarité au temps de l'épidémie. «Pour eux, ne pas se rendre au travail implique bien souvent une perte de revenu, lequel ne peut être remplacé par aucun autre. De fait, de nombreux travailleuses et travailleurs sans statut ont déjà été licenciés et s'angoissent du lendemain, craignant de se retrouver à la rue avec leurs enfants», explique le Centre social protestant (CSP).

Alerte précarité

Pour alerter sur cette situation, l'organisation caritative vient de rédiger une lettre ouverte aux autorités. Elle est soutenue par le POP Vaud, le PS, le Sleep-in, Acor-SOS racisme ou le syndicat Unia. Rappelant que ces travailleurs de l'ombre travaillent «au gris», c'est-à-dire qu'ils paient leurs cotisations sociales et leurs impôts, les organisations signataires défendent plusieurs exigences tant en matière de garantie de salaire que d'accès aux soins. Elles réclament ainsi que l'accès au chômage partiel (RHT) et aux Allocations pour perte de gain (APG)



Les sans-papiers sont parmi les plus touchés par la crise du Covid-19.

Rasande Tyskar

leur soit assuré et que les employeurs de travailleurs et travailleuses domestiques respectent leurs obligations et les normes salariales, tout en les autorisant à rester chez eux.

Pour l'urgence quotidienne, les signataires veulent que les capacités des associations qui proposent de l'aide alimentaire pour les plus

démunis soient renforcées et soutenues, voire que de nouvelles structures soient créées notamment dans les cantines scolaires actuellement sous-exploitées. Les signataires souhaitent aussi un accès complet aux soins garanti pour toute personne résidant en Suisse, qu'elle soit ou non au bénéfice d'une autorisation de

séjour. «Cela signifie que les coûts pour les personnes sans-papiers qui doivent consulter pour suspicion de Covid-19 doivent être entièrement couverts, indépendamment d'une couverture d'assurance maladie», relève la missive cosignée par 33 organisations.

Les associations de soutien demandent aussi que le Ministère Public ne prononce plus de sanctions pour séjour illégal et que les autorités de migration renoncent aux expulsions et n'ordonnent aucune mesure de contrainte comme la détention administrative. Dans le canton de Genève, cette catégorie de personnes n'est plus incarcérée depuis mi-mars. Mi avril, le canton de Berne a libéré 14 détenus, qui ne pouvaient pas être rapatriés dans leur pays d'origine. Contactés sur ce point, le Service de la population, ainsi qu'à l'Ordre judiciaire vaudois n'ont pas répondu.

Pour finir, les signataires demandent que les droits des personnes sans-papiers à déposer une demande de régularisation soient garantis malgré la crise. «Pour les futures demandes de régularisation, nous voulons que la période de cessation d'activité causée par le Covid-19 ne soit pas utilisée comme motif de refus. Nous demandons aussi que soit garanti le renouvellement du permis de séjour y compris en cas de recours à l'aide sociale pour les personnes régularisées», exemplifie le CSP-Vaud.

Economie domestique en péril

A Genève, le syndicat SIT a alerté dès le 2 avril le Conseil d'Etat sur les

conditions de vie actuelles des travailleuses de l'économie domestique. Elles accomplissent des «tâches essentielles au fonctionnement de la société» selon le SIT, dont garde d'enfant, assistance aux personnes âgées, handicapées ou malades. «Depuis le 16 mars dernier, des dizaines d'appels parviennent chaque jour au syndicat, d'employées domestiques licenciées ou perdant des heures de travail du jour au lendemain en raison de la pandémie, soit parce que leurs employeurs craignent la contamination, soit parce que ces personnes confinées en télétravail ou en RHT, renoncent aux services principalement de ménage et/ou de garde d'enfants», expliquait le syndicat.

Il souligne une nouvelle fois que l'accès de cette catégorie de la population au chômage partiel, au chômage ou à l'APG est très difficile. Il réclame ainsi une allocation temporaire cantonale de pandémie forfaitaire de 3'320 francs par mois garantissant un revenu d'existence minimal, subsidiaire au dispositif d'assurances sociales fédéral pour ces employé.e.s. «Face à l'urgence de la situation et à la difficulté de déterminer rapidement les montants effectifs pour bénéficier d'une aide financière, il faudrait débloquer de l'argent cash, mais pour l'heure, nous n'avons reçu qu'une vague réponse verbale du Conseil d'Etat qui semble vouloir mettre en place un groupe de travail», précise Mirella Falco, secrétaire syndicale en charge de l'économie domestique. ■

JDr

Monde paysan: objectif luttes

SUISSE • A l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes du 17 avril, Uniterre et la Via Campesina ont salué le rôle clé du secteur agricole local dans notre alimentation vitale sous pandémie. Un secteur menacé par des importations à vil prix.

Situation paradoxale sur le front de l'agriculture en Suisse au temps du coronavirus. Alors que de nombreux consommateurs se ruent sur les produits locaux et s'approvisionnent via la vente directe auprès de maraîchers et paysans, le Conseil fédéral continue à miser sur une ouverture plus grande du marché et l'importation de biens agricoles. «Le gouvernement a décidé deux mesures contradictoires. D'une part le déblocage de fonds pour la conservation alimentaire, notamment la congélation de produits carnés. Et d'autre part, la suppression de certaines taxes douanières. Tout cela s'inscrit dans le contexte déjà existant d'une politique libérale. Des accords de libre-échange permettent l'importation de produits moins chers et de mauvaise qualité venant concurrencer directement les producteurs. Qui doivent répondre aux exigences et aux prix imposés par la grande distribution, tandis que cette dernière s'abrite derrière ses marges pour rester l'un des rares secteurs à ne pas souffrir de la crise», relève ainsi Agriculture du futur, une association regroupant militants du climat, associations paysannes et producteurs bio.

Production locale pour notre survie

Pour Uniterre, une certitude. «Le Conseil fédéral et le Parlement doivent tirer leçon de la crise que nous traversons actuellement pour replacer au centre de leur attention la question de la production de nourriture en Suisse. Non pas en la concevant comme un quelconque bien à commercialiser, mais bien comme la base vivrière d'un pays, qui doit nous permettre de survivre même en temps de grave crise», estime le syndicat paysan dans une lettre ouverte envoyée le 14 avril à Guy Parmelin, conseiller fédéral en charge de l'économie. Dans la missive, l'organisation souligne les

point noirs qui frappent depuis des années le marché laitier, les productions de viande, viticole, de fruits et légumes ou de céréales, tous secteurs soumis à un dumping des prix ou à une concurrence d'importation à prix cassés.

Pour le syndicat, l'avenir ne peut s'inscrire que dans la création d'un cadre qui valorise la production indigène, les circuits courts, l'agriculture paysanne et les artisans locaux, visant à mettre en place une souveraineté alimentaire. Cette dernière, rappelons-le, désigne, selon la définition de Via Campesina, le droit des populations et de leurs Etats à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers, en donnant la priorité à la production agricole locale et le droit aux consommateurs de pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer.

Pandémie et fragilité alimentaire

«L'épidémie du Covid-19 a mis en lumière les fragilités du système alimentaire dirigé depuis plusieurs décennies par les logiques capitalistes de marché», souligne Uniterre. Le constat est partagé par l'association Fian Suisse, basée à Genève, qui vient de sortir un rapport préliminaire sur l'impact du Covid-19 relativement au droit à l'alimentation et à la nutrition. Celui-ci souligne que «l'accès à une nourriture adéquate a été restreint en raison de la priorité accordée aux chaînes de supermarchés par rapport aux marchés locaux et aux coopératives locales en tant que distributeurs alimentaires». Parmi ses nombreuses recommandations, l'organisation demande que les pouvoirs publics veillent à ce que les petits producteurs de denrées alimentaires «conserver leur capacité à produire et à fournir une alimentation adéquate, par exemple en soutenant la production agroécologique, en



Producteurs et citoyens solidaires dans la campagne genevoise.

DR

favorisant les circuits locaux courts et les chaînes d'approvisionnement».

Mais pour l'heure, une autre urgence s'impose. Avec la fermeture des frontières et l'impossibilité pour de nombreux ouvriers agricoles saisonniers de venir en Suisse, Uniterre et Agriculture pour le futur ont profité de la Journée internationale des luttes paysannes du 17 avril pour lancer une plateforme en ligne visant à mettre en relation des fermes qui ont un besoin urgent de main-d'œuvre avec des citoyens solidaires. A une autre échelle, rappelons que l'Union suisse

des paysans (USP) a, elle aussi, mis en place depuis la fin mars une bourse d'emplois dans l'agriculture au niveau national, agrich.ch.

L'autre urgence pour Uniterre est la réouverture des marchés paysans, pour écouler la production. Les villes de La Chaux-de-Fonds, Neuchâtel et Genève ont entendu l'appel, en ménageant quelques espaces de vente urbains dans le respect des règles de sécurité de l'OFSP. Un début. ■

JDr

Pour contacter le réseau solidaire, voir: www.agriculturedufutur.ch/reseau-solidaire

«Pas confinés, on sera déconfinés»

COVID-19 • En Suisse comme ailleurs, on déconfiner. Par étapes. Pas parce que l'épidémie a pris fin: parce qu'on craint que l'économie prenne fin.

Et on déconfiner contradictoirement: les coiffeurs pourront rouvrir lundi prochain, pas les libraires. Et on ne pourra toujours pas rendre visite à nos vieux parents en EMS. Eux étaient réellement confinés, comme les détenus des prisons et les patients des hôpitaux. Et on vient d'annoncer que, confinés, ils resteront deux mois. S'ils ne meurent pas avant, sans avoir pu retrouver aucun de leurs proches. Mais nous? Le confinement, partiel, et en grande partie volontaire, était ici une gêne, mais pas un drame. On est loin du «confinement presque complet» qui «détruit presque complètement notre économie» qu'évoque l'UDC: aucune des infrastructures indispensables au fonctionnement social n'a été arrêtée, toutes ont fonctionné, les unes au ralenti, d'autres en surchauffe, mais toutes ont fourni ce qu'on avait besoin qu'elles fournissent – et on a pu au passage distinguer nos besoins de nos envies...

«Lever les restrictions trop rapidement pourrait entraîner une résurrection mortelle de la pandémie», prévient le patron de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Le concept de «résurrection mortelle» est admirable. Admirable aussi en Suisse le souci du PLR d'éviter «que la Confédération devienne une source de financement pour l'économie privée»: on ne l'avait pas entendue, celle-là, il y a dix ans lorsque la Confédération est devenue une source de financement pour des banques qu'il a fallu sauver des conséquences de leurs propres conneries. Le PLR et l'UDC, reprise en main par le clan Blocher, veulent un «redémarrage de la machine économique aussi rapide que possible» («maintenant» exige l'UDC dans une pétition) et une accélération des processus de numérisation.

«Tournant vert» souhaité

A l'inverse, les Verts veulent affecter des milliards en faveur d'un «tournant vert», du renforcement des circuits économiques régionaux, de la protection du climat et de l'environnement, et de l'introduction d'un revenu de base inconditionnel. Quant aux syndicats, pour qui «la préservation du pouvoir d'achat pour les revenus bas et moyens doit être la première priorité dans la lutte contre la crise» (Pierre Yves Maillard, président de l'USS), et qui observe que «les filets de sécurité ne protègent pas encore tout le monde» (Vanja Alleva), ils vont devoir se battre pour que les lieux de travail ne (re)deviennent pas des lieux de contamination. Ils exigent la garantie des salaires, la protection contre les licenciements (selon Economiesuisse, 30% des entreprises ont l'intention de licencier des



employés dans les deux mois), la prise en compte prioritaire des salariés et des indépendants les plus vulnérables (et donc la garantie de l'application sur les lieux de travail des mesures de protection contre la contagion). L'USS demande en outre que les salaires faibles ou moyens soient garantis à 100%, et que les entreprises ayant recours au chômage partiel (1,5 millions de salariés y ont été mis) ne puissent ni licencier, ni verser des dividendes. Les travailleurs proches de l'âge de la retraite devraient bénéficier d'une protection accrue contre le chômage et l'accueil de jour des enfants doit être financé par la Confédération (la moitié de la population active fait du télétravail, un tiers ne fait plus que de garde), 50'000 places en structures d'accueil devant être créées.

On ne sait en réalité pas encore grand-chose du Covid-19, mais tout ce qu'on en ignore

encore, une foule d'experts plus ou moins auto-proclamés nous assurent le savoir (ils s'ajoutent donc aux prophètes, aux prédicateurs, aux récupérateurs politiques qui sévissent depuis trois mois). Or «le problème avec les experts, c'est qu'ils n'ont aucune idée de ce qu'ils ignorent» (Nassim Nicholas Taleb), et qu'ils croient donc savoir: non seulement comment le virus se transmet, mais d'où il vient, comment le combattre, comment le soigner, combien de temps on le porte sans qu'il nous affecte, pourquoi les enfants sont moins touchés que les adultes... On sait, en revanche qu'il ne cessera pas de circuler après le déconfinement, et on sait déjà, parce qu'on en a des données vérifiables, qu'il frappe et continuera de frapper les plus faibles: les plus vieux, les plus déjà malades (cardiaques, diabétiques, obèses...), les plus précaires, les plus pauvres.

Dans une lettre de félicitation aux heureux élus et heureuses élus socialistes dans les Conseils municipaux, Thierry Apothéloz leur rappelle... «ce qui fait l'essence même de notre engagement militant: l'amélioration des conditions d'existence, notamment des plus précaires.e.s et des plus vulnérables». Si le déconfinement par étapes que propose (et dispose) le Conseil fédéral pouvait y concourir, nous y applaudirions. Les urgences sont différentes, et inégales: l'économie se relèvera, quelque temps qu'elle y mette, les «marchés» et les bourses se relèveront, les entreprises se relèveront si on fait l'effort de les aider, les assurances sociales, les services publics résisteront, si on leur en donne les moyens. Les écoles reprendront, le 11 mai ou plus tard... Les morts, eux, ne se relèveront pas. ■

Pascal Holenweg

Paru sur *Cause toujours*, adapté par la rédaction

Clap de fin pour Blanchâtel

NEUCHÂTEL • La crise du coronavirus monopolise l'attention médiatique, mais n'empêche pas le libéralisme de poursuivre son œuvre destructrice.

Cette fois-ci, c'est la Blanchisserie Blanchâtel détenue par le groupe Elis, qui en fait les frais et surtout la soixantaine de travailleurs.euses laissée sur le carreau. Les promesses apparentes du Conseil d'Etat fin 2019 de reprendre l'analyse de la situation et la nomination du nouveau conseil d'administration du système hospitalier neuchâtelois (désormais RHNE, ex-HNe) n'auront, sans grande surprise, rien changé. En réponse à une demande de la RTN, Jean-Nathanaël Karakash, le conseiller d'Etat neuchâtelois en charge de l'économie, confirme l'information et «ajoute n'avoir pas d'autres commentaires à apporter». Merci à lui pour cet éclaircissement limpide sur ce nouvel échec de son service. L'entreprise Bardusch SA qui reprend le mandat de prestations est établie dans le Canton de Vaud.

Chronique d'une mort annoncée

C'est une perte sèche pour le Canton de Neuchâtel à plusieurs niveaux. Tout d'abord, ce sont des emplois qui disparaissent (44 CDI dont 35 sans solutions actuelles et 21 CDD non repour-

vus), occupés le plus souvent par des femmes d'origine étrangères, dont une partie risque de se retrouver durablement sans solutions. C'est à une nouvelle socialisation des pertes, par le biais de la caisse de chômage puis, si les indemnités sont insuffisantes (les conditions salariales sont très mauvaises dans les entreprises privées de nettoyage) ou que la situation se prolonge, par l'Action sociale, et à une privatisation des bénéfices auxquelles nous assistons.

En plus de recevoir le soutien au demeurant bien légitime de la société, ces futurs ex-travailleurs.euses ne payeront plus d'impôts. C'est donc doublement négatif pour la collectivité. Sans compter que le mandat repris par Bardusch SA est plus cher que celui proposé par Blanchâtel. Pourquoi? Selon la version officielle, la qualité de Blanchâtel est insatisfaisante. Notons sur ce point, que le Conseil d'Etat n'a laissé aucune chance à l'entreprise qui se trouvait dans l'expectative depuis 2014. En effet, le groupe Elis n'allait pas investir pour améliorer la qualité des services dans une succursale devenue non-rentable après la perte de ces deux plus

gros contrats (hôpitaux et EMS). L'annonce de réexamen de la part de l'exécutif cantonal n'était donc que poudre aux yeux dans cette chronique d'une mort annoncée.

Décisions politiques inconséquentes

Attention, il ne s'agit pas ici de défendre outre mesure l'entreprise du groupe Elis – une multinationale active dans les services de blanchisserie. Il s'agit de pointer la précarisation de ces métiers mal lotis et sous-payés, ainsi que l'inconséquence de décisions politiques répondant uniquement au dogme néolibéral qui considère les travailleurs.euses comme de simples variables d'ajustement. Les services de blanchisserie des hôpitaux neuchâtelois ont été externalisés au nom de «l'efficacité», autre concept cher aux néolibéraux de tout crin. Non seulement ça ne l'est pas, les services de blanchisserie de ce type d'entreprises privées ne répondent bien souvent pas aux attentes en termes de qualité, mais cet affaiblissement des services publics est au contraire coûteux pour l'ensemble de la collectivité socialement, écologiquement – il faut

transporter le linge dans le Canton de Vaud – et, nous venons de le voir, financièrement.

A l'heure où l'importance d'un service public fort est encore plus criante, nous ne pouvons que regretter cette nouvelle aberration d'un Conseil d'Etat à majorité socialiste. A nos yeux, la seule solution étant de réintégrer les services de blanchisserie au sein des hôpitaux neuchâtelois afin de pouvoir contrôler la qualité des services et pérenniser des emplois. Malheureusement, la logique est toute autre. Encore dernièrement, les hôpitaux neuchâtelois extériorisaient la totalité des services de nettoyage pour que les employé.e.s ne bénéficient plus des conditions plus favorables de la Convention collective de travail (CCT21) opposant ainsi le personnel soignant au personnel non soignant. Pourtant un hôpital est un tout.

Pour vivre dans une société plus juste, il est temps de revaloriser l'ensemble de ces métiers essentiels mais précaires, de sortir de ces logiques purement économiques et d'appliquer enfin les beaux discours officiels qui nous sont désormais servis quasi quotidiennement. ■

Julien Gressot

Un médecin humaniste, engagé et dévoué

HOMMAGE • Vieil ami et fidèle camarade, le médecin Quintino Barbosa de Barros a succombé cette semaine au Covid-19.



Un médecin généreux, tout à ses patients et honoré.

DR

Né le 15 mai 1932 à Lisbonne, il aurait eu 88 ans. Le praticien laisse son épouse Maria Isabel, cinq enfants, quinze petits-enfants et trois arrière-petits-enfants. Quintino Barbosa de Barros a accompli sa formation à la Faculté de médecine de Lisbonne en 1957. Deux ans plus tard, il passe le concours interne comme médecin généraliste à l'Hôpital de Santa Marta. Menacé d'une peine de prison pour avoir refusé d'être envoyé en Angola, il saisit l'occasion en 1962 d'un congrès de diabetologie à Paris pour fuir la dictature.

Fort engagement social

De Paris, le médecin rejoint le Maroc puis Alger, où il exerce sa profession de 1963 à 1964 à l'hôpital Mustapha. Avant de se rendre en Suisse à Neuchâtel, où il travaille pendant un an, puis à La Chaux-de-Fonds qui le voit passer sa spécialité en médecine interne. En 1972, il est appelé à Genève, mais préfère rester à La Chaux-de-Fonds. Il œuvre à temps partiel à l'hôpital et ouvre son propre cabinet.

Praticien apprécié, il compte de nombreux patients, tant suisses qu'issus de différentes communautés étrangères. Mais l'homme était surtout un cadeau du ciel pour la jeune communauté portugaise des années 70 et 80, un médecin portugais à La Chaux-de-Fonds, avec lequel on pouvait parler la même langue.

Ce médecin humaniste a toujours développé un fort engagement social. Il devint ainsi rapidement un confident et un point d'appui pour ses compatriotes. De plus, son cabinet était ouvert le samedi, une aubaine pour les Portugais saisonniers travaillant souvent loin de leur domicile. Avec dévouement, ce généraliste a généreusement aidé ses patients, renonçant souvent à facturer ses consultations. Ainsi essentiellement aux épouses et enfants des saisonniers, qui vivaient clandestinement, sans droit de séjour et donc sans caisse maladie.

En 1999, il prend une retraite bien méritée, mais demeure une référence tant professionnelle que morale pour ses nombreux anciens patients. Ses grandes qualités humaines ainsi que son altruisme font de lui un exemple. Homme de gauche, dévoué aux autres, ouvert sur le monde, il aimait échan-

ger ses idées avec ses ami.e.s ou camarades. Ceci au fil de longues conversations sur les problèmes et inégalités de ce monde. Aimant aussi écrire, il a publié deux livres, l'un d'eux sur l'euro et l'économie marxiste. Sa dernière recherche portait sur le coronavirus qui allait l'emporter et s'intitule *Réflexions sur la pandémie en cours*.

Personnalité de premier plan

Quintino de Barros est une figure importante de la Communauté portugaise et de l'Histoire de la Ville de La Chaux-de-Fonds. En 2018, le Président de la République portugaise, Marcelo Rebelo de Sousa, lui a décerné la décoration de l'Ordre du Mérite, à l'occasion de la fête nationale. Cette distinction lui a été remise à La Chaux-de-Fonds par l'Ambassadeur du Portugal en Suisse, le 7 novembre 2018, en présence de sa famille et d'une cinquantaine d'amis proches et de camarades, ainsi que des autorités communales de la Ville, qui lui ont aussi rendu hommage. A La Chaux-de-Fonds, il participait assidûment au groupe «Réflexion» organisé par le POP/PST. Membre de l'Association Suisse-Cuba, il se joignit plusieurs fois à des voyages culturels et humanitaires.

Pour ce médecin, il était impensable de ne pas être présent chaque année aux célébrations du 25 avril au Portugal ou à la Fête d'Avante, l'organe du PCP. Il l'a toujours fait jusqu'en 2018. En mai 2019, les camarades de l'organisation du PCP en Suisse ont aussi voulu lui rendre hommage lors de la Fête nationale à Orbe, par la personne du Secrétaire général du PCP, Jerónimo de Sousa, ce qui l'a beaucoup touché.

Son amitié fidèle et inconditionnelle nous manquera beaucoup, tout comme sa compréhension et l'écoute des autres, une qualité naturelle chez lui. Enfin, on ne peut l'évoquer sans rendre hommage à son épouse Maria Isabel, médecin elle aussi. Elle a renoncé à sa carrière pour être sa compagne, la mère de ses enfants, sa secrétaire et son amie pendant plus de 60 ans, toujours à ses côtés jusqu'à son lit de mort. Comme le dit le dicton, «sur le chemin d'un grand homme, il y a toujours une grande femme». ■

Maria Belo et Daniel Ziegler

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Journal du coronavirus

Lundi de Pâques, 13.4.20, 21°

La rose rouge «Mitterrand», qui avait éclos le 10.5.81, jour de son élection, a un mois d'avance.

Je travaille à ma chronique GH, c'est long, de raccourcir...

Accord sur le pétrole, quantité et prix, jamais aussi bas.

Tombe sur *Le Capitain*, de 1960, j'étais ado, mais je suis encore sous le charme de Jean Marais.

Je trie. Retrouve un chouette article de GH sur mon poème «Je suis Charlie», lu à la rue du Mont-Blanc en janvier 2015.

20h, allocution de Macron, la 4e depuis le début de la crise. Le confinement est prolongé jusqu'au lundi 11 mai. Les crèches et les écoles rouvriront, les voyages à l'étranger sont interdits jusqu'à nouvel ordre.

Mardi 14.4.20, 14°

Trump, lors de sa dernière conférence de presse, a lancé un film de 3' où il récrit l'histoire du coronavirus à sa gloire. Du jamais-vu.

Le prix des masques a quintuplé.

Canada. Trudeau au sommet dans les sondages.

Réouverture d'entreprises horlogères à Genève: bouchons aux douanes.

On n'annule pas les signatures récoltées en mentant sur le congé paternité: le peuple votera.

Je me rends compte que j'ai oublié ma séance de physio! Laisse un message. C dans l'air avec, parmi les 4 expert.e.s, Anne-Claude Crémieux, professeure de maladies infectieuses, qui sourit tout le temps. Pour conjurer le (mauvais) sort?

Tri. Je retrouve une lettre NON OUVERTE avec un bv des impôts. Comme si l'année 2013 était tombée en panne.

Mercredi 15.4.20, 19°

USA, Trump signe les chèques destinés aux défavorisés, comme si c'était son argent! Il supprime la participation des USA à l'OMS, qu'il accuse d'incompétence. Un fou égotiste, menteur, violent, sans empathie, destructeur, qui ne pense qu'au fric, un sociopathe dangereux pour son pays et la planète.

Retard pour le tram 14 (Vuilly) et le tram 15 (St-Julien). Zut. Un chauffeur licencié pour s'être masturbé au volant, filmé par une passagère. Cette manie de filmer des masturbations!

Pologne, malgré le virus: manifestations pour le droit à l'avortement. L'Inde doit déconfiner pour freiner la misère. L'incendie est maîtrisé à Tchernobyl, pas de traces nucléaires.

Ma voisine fait mes courses, 2 barquettes de fraises (à moitié prix), les premières de la saison, hélas sans goût. Il y a un an, l'incendie de Notre-Dame de Paris. Le gros bourdon sonnera ce soir à 20h.

Mort de l'artiste bernois Markus Raetz à 78 ans (*OUI et NON*, sculpture érigée à la place du Rhône, Genève).

Je trie, jette sans remords les cours universitaires d'espagnol, d'anglais, de grec, les documents concernant ma thèse sur le sexisme des manuels scolaires que je ne ferai pas, des lettres

auxquelles je n'ai probablement pas répondu. Comment fait Amélie Nothomb, qui répond à toutes?

C à vous. Origine de tous les virus: la chauve-souris, 1400 espèces. Le braconnage du pangolin a repris en Chine! Alors que c'est le porteur du Covid-19.

Je ris de nouveau à *La Cage aux folles*.

Je jette le cours de français pour les vendeurs 1^{ère} année. Comment ai-je pu garder cela 20 ans?

Que faire des PV du groupe du Collectif 14-Juin? Je demanderai à Maryelle.

Jeudi 16.4.20, 22°

RSR. Les femmes bénéficient d'une «exubérance du système immunitaire»! Les femelles animales aussi. Hormones? XX? Elles réagissent mieux aux maladies, aux vaccins, ont besoin de doses plus faibles.

L'Autriche déconfiner, l'Espagne verrouille, l'Italie voit la mafia se déployer auprès des gens fragilisés.

CH, la pauvreté va passer de 8 à 16%. Journée Chaîne du Bonheur, animée par Jean-Marc Richard. On reparle du revenu universel de base.

Des blocs de béton encerclent Genève aux douanes.

Je corrige un manuscrit, arrose le jardin.

La conférence de presse du Conseil fédéral. Déconfinement en 3 stades:

1) 27.4: réouverture des crèches et de l'école primaire, coiffeurs, esthéticiennes, jardinières, brico-loisirs,

2) 11.5: écoles non obligatoires, tous les magasins,

3) 8.6: cinémas, musées. Les personnes âgées doivent rester chez elles.

Le Courrier. La dette des pays pauvres est suspendue. Enfin.

Vendredi 17.4.20, 24°

J'écris à Herrmann pour son joli dessin d'aujourd'hui: coiffeurs et crèches s'exclament en chœur: «Comme ils ont poussé!».

Inde. 80% de la population est précaire (emploi à la journée), redécouverte de la pauvreté de masse, 50% des foyers n'ont pas l'eau courante, épidémie dans les bidonvilles où les gens s'entassent.

Mort du chanteur Christophe (*Aline*) et de Francis Reusser, le réalisateur suisse avait adapté au cinéma plusieurs romans de Ramuz, dont *Derborence*.

Portrait du mois: le Pr en médecine Didier Pittet, chef de la prévention des infections aux HUG. Il a débuté sa carrière en 1983, 70'000 personnes souffraient de maladies nosocomiales, 2000 en mouraient. Il a inventé une solution alcoolisée pour se laver les mains. 25'000 hôpitaux l'ont adoptée, souvent après d'âpres luttes... Cela me rappelle l'histoire du médecin hongrois Ignace Philippe Semmelweis (1818-1865). Il démontra l'utilité du lavage des mains, après la dissection d'un cadavre, avant d'effectuer un accouchement! Cela diminuait le nombre des décès causés par la fièvre puerpérale. Malgré les résultats obtenus, il fallut des années pour que ses collègues admettent sa théorie.

Enquête sur la Chine et ses laboratoires.

Balade, les champs de colza reflètent le soleil.

Marthe m'appelle pour me dire qu'elle a bien aimé mon journal dans GH. «A quand une page entière?», me demande-t-elle.

F3: *Brassens par Brassens*. L'envergure d'un géant.

Je jette des épreuves, des examens, la brochure de rédaction professionnelle, tellement utilisée qu'elle part en lambeaux.

Samedi 18.4.20, 24°

Je me lave les cheveux, que je n'arrive plus à coiffer!

Je fonce aux Mattines pour chercher mes œufs, mais il y a quand même 15' d'attente. Nous devons apprendre la patience.

Situation effroyable en Colombie et au Nicaragua: on n'arrive pas à enlever les cadavres à mesure.

Déconfinement à l'école. Comment faire comprendre à des ados qu'ils peuvent se retrouver à 25 dans une classe mais pas à plus de 5 pour boire un verre?

36 jours sans pluie: sécheresse. Record: 41 jours durant l'hiver 1896.

Russie, défaillances des systèmes de santé après 20 ans de Poutine.

Un mystérieux virus menace le cacao. Décidément ces virus n'épargnent rien ni personne.

USA, manifs dans plusieurs Etats pour rouvrir les entreprises. Trump les soutient!

Avec plaisir, finalement, je regarde *Hibernatus*, avec Louis de Funès et la délicieuse Claude Gensac.

Tri. La première page d'un numéro de «Genève lettres» de 1987, où je suis nommée. Je me demande jusqu'où je vais descendre... Documents de 1997 pour mon travail de diplômé DES sur le sexisme des manuels scolaires. Les papiers concernant l'entrée de mes parents dans l'EMS. Les Tilleuls, 1998. Souvenirs pénibles et heureux.

USA, Chicago. 70% de morts du Covid-19 sont des Noirs, alors qu'ils ne représentent que 30% de la population: mauvaise santé, obésité, revenus plus bas.

Portugal. Papiers remis aux sans-papiers, afin qu'ils puissent avoir accès à la nourriture et aux soins.

Gazon maudit de Josiane Balasko avec Victoria Abril. Toujours aussi plaisant. Je termine le deuxième carton bananes! Contente. Entrepris le troisième. Le séminaire FIPF (Fédération internationale des professeurs de français) à Tokyo de 1996, celui de Paris en 2000.

J'envoie mes vœux d'anniversaire à mon petit-fils Frédéric, 24 ans. Où passe le temps?

Dimanche 19.4.20, 22°

On respire entre 10'000 et 15'000 litres d'air par jour... et il en reste encore? Continue la correction d'un manuscrit. Les champs de colza comme des soleils.

C politique. Inde. Le président Modi se fie à la magie contre Covid-19!

Bolsonaro continue de nier. Un homme résiste: Bruno Covas, 40 ans, maire de São Paulo, il dénonce le cynisme du président.

TJ. Alain Berset: «Il faut agir aussi vite que possible mais aussi lentement que nécessaire».

Sur une idée de Lady Gaga, des chanteurs célèbres font un «One World: Together At Home» durant 8 h, qui a déjà récolté 34 millions de fr.

Je trie... mais c'est long, parce que ce sont des articles sur mes livres, que je dois classer.

Minuit. Alceste part seul dans son désert, je vais me coucher.

Huguette Junod

L'Etat du Kerala face à la pandémie

COVID-19 • Traçage planifié des cas, tests massifs, fourniture de colis alimentaires et d'aides financières aux ménages: le Kerala indien maîtriserait la propagation du virus.

Narendra Modi a longtemps tergiversé. Jusqu'à son allocution télévisée du 19 mars, le premier ministre indien n'a annoncé aucun plan concret de lutte contre le Covid-19. Et encore, celui-ci se résumait-il à un «couvre-feu populaire» de quelques heures avant d'appeler la population à applaudir les soignants depuis les balcons. La stratégie était si confuse qu'une fois le couvre-feu passé, des foules soutenues par les policiers se sont massées dans la rue pour faire tinter cloches et casseroles. Cinq jours plus tard, dans l'improvisation la plus totale, le chef du gouvernement donnait quatre heures aux Indiens pour se préparer au plus grand confinement de la planète. Privés d'emplois à l'instant-même, des millions de travailleurs migrants se sont lancés sur les routes pour rejoindre leur région d'origine laissant libre cours à la circulation du virus.

Briser la chaîne de transmission

Dans l'Etat méridional du Kerala, dirigé par le Parti communiste d'Inde (marxiste) et le Front démocratique de gauche, la population vivait déjà un confinement informel depuis plusieurs semaines. Sur le pied de guerre depuis le retour de Wuhan (Chine) d'un étudiant indien en médecine fin janvier, une équipe de soignants se réunit le soir de son arrivée afin de définir une stratégie. Plusieurs d'entre eux avaient déjà travaillé sur le virus Nipah en 2018, également transmissible à l'homme, et pouvant entraîner une infection respiratoire aiguë voire une encéphalite mortelle.

A partir des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les médecins établissent un plan de traçage des contacts des personnes infectées, d'isolation et de surveillance systématique. Seule façon de



Le Kerala est réputé pour disposer du meilleur système de santé de la fédération, comptant 30'000 soignants.

Javed Anees

la chaîne de transmission dans un pays où la majorité de la population ne dispose pas d'accès à l'eau courante et vit dans des logements exigus. L'accès aux soins est également une gageure: l'Inde compte 0,5 lit d'hôpitaux pour 1000 habitants (contre 4,3 lits pour 1000 habitants en Chine).

Jeu de piste contre le virus

Une équipe de cinquante policiers, de personnels paramédicaux et de volontaires retrace les déplacements d'une famille de trois personnes malades arrivant d'Italie. Une banque, un bureau de poste, une bijouterie, des hôtels... la course contre le coronavirus prend des airs de jeu de piste. Une ligne téléphonique est même dédiée aux personnes pensant être entrées en contact avec la famille. Quelques centaines d'appels sont enregistrés. Tous sont priés de

décrire leurs symptômes éventuels et redirigés vers l'hôpital pour être testés ou placés à l'isolement. 1200 personnes sont rapidement confinées; des médecins assurent un suivi téléphonique quotidien. Et un portage de nourriture est assuré. Dans le même temps, la ministre de la Santé du Kerala, KK Shailaja, ordonne aux quatre aéroports internationaux de dépister et filtrer les cas éventuels, orientés par la suite vers un centre gouvernemental. Les voyageurs testés positifs au Covid-19 sont eux aussi placés à l'isolement.

Des colis aux écoliers

Pinarayi Vijayan, le ministre en chef de l'Etat, qui tient un point d'informations quotidien, ordonne un confinement général le 23 mars et débloque un fonds d'urgence de 2,4 milliards d'euros. Il demande ensuite

aux fournisseurs d'accès à internet d'augmenter leurs capacités afin que ceux qui peuvent télétravailler soient en possibilité de le faire. La production de gel hydroalcoolique et de masques est en outre augmentée, une ligne téléphonique d'assistance aux personnes mentalement fragiles est mise sur pied. Une politique de tests massifs est déployée sur l'ensemble du territoire. Des colis sont livrés aux écoliers qui dépendent habituellement des repas gratuits. Une allocation moyenne de 7'300 roupies (87 euros) est enfin versée à la majorité des ménages afin de prévenir les impayés de loyer et couvrir les dépenses courantes. Un organisme de microfinance est également mobilisé pour octroyer au cas par cas des prêts à la consommation pour les ménages demandeurs.

Le Kerala est réputé pour disposer du meilleur système de santé de la fédération. Avec une surreprésentation des écoles de médecine et d'infirmières, l'Etat compte 30'000 soignants. «La lutte contre le coronavirus souligne une nouvelle fois à quel point un système de santé privé basé sur l'assurance serait totalement inadéquat pour relever ce genre de défi», insiste Thomas Isaac, le ministre des Finances. De fait, si le Kerala prend en charge 60% des frais de santé, la moyenne nationale n'est que de 20%. Premier Etat à rapporter des cas de coronavirus fin janvier, le Kerala enregistrait une baisse de 30% des personnes infectées, la première semaine d'avril. Sur 387 cas, seuls trois patients sont morts et 52% ont été guéris. ■

Lina Sankari

Paru dans L'Humanité



GaucheBdo a besoin de votre soutien !

CCP 12-9325-6

Les favelas dominées les chefs de gang

COVID-19 • Dans les bidonvilles brésiliens, sans protection sociale, les familles sont surexposées. Brasilia a délégué la gestion de la crise aux narcotrafiquants.

Qui se souvient de Carlos Sampaio? Dans les années 1920, le maire de Rio de Janeiro profitait d'une épidémie de grippe pour raser les favelas, qu'il voyait comme une scorie urbaine. Elevés par les anciens esclaves venus servir la bourgeoisie raciste, les bidonvilles brésiliens restent, dans l'imaginaire du pouvoir, un «ailleurs urbain» aux 13 millions de sans-droits. «Si les habitants des favelas se constituaient en un Etat de la Fédération, ils représenteraient le cinquième plus grand Etat du pays. Il y a plus de favelados (habitants des favelas, ndlr) que de gauchos (gardiens de troupeaux, ndlr) au Brésil. Ce n'est pas un détail», relève Renato Meirelles, président de l'Instituto Locomotiva. Aucun pays ne dispose pour l'heure de modèle de propagation du virus dans les bidonvilles où les installations sanitaires font défaut et l'isolement est impossible. A cela s'ajoutent plusieurs autres maladies ravageuses telles que la dengue, le chikungunya, la tuberculose, la rougeole ou le zika.

Autorités démissionnaires

A l'aune de la crise actuelle, les politiques publiques ne peuvent faire figure de pis-aller. Brasilia a pourtant acté sa démission et délégué la gestion sanitaire du Covid-19 aux chefs de gangs: «Nous devons comprendre que ce sont des lieux où l'Etat est souvent absent, que celui qui commande là-bas est le narcotrafiquant, que ceux qui commandent là-bas sont les milices», a expliqué le ministre de la Santé,

Luiz Henrique Mandetta, ajoutant qu'un premier «test» avait été effectué sans plus de précision.

Selon une étude réalisée par l'Instituto Data Favela, 97% des habitants ont déjà vu leur vie bouleversée. Sept familles sur dix ont ainsi constaté une diminution de leurs revenus et éprouvent des difficultés à s'approvisionner en nourriture et produits de base comme le savon. Dans les bidonvilles, le télétravail reste un fantasme. La majorité tire ses ressources du secteur informel et n'est couverte par aucune protection sociale.

Le Fome Zero de Lula

La faim, qui avait été éradiquée avec le programme Fome Zero initié par l'ancien président Lula, menace de faire son retour. Et ce d'autant plus que les enfants, qui ne vont plus à l'école, ont dû faire une croix sur le repas de midi. Renato Meirelles conclut: «Nous avons entendu le discours selon lequel l'épidémie est démocratique, qu'elle fait autant de mal aux riches qu'aux pauvres. Mais (...) une partie de la société n'a pas d'épargne et n'a pas les ressources pour maintenir son niveau de vie si elle ne travaille pas. Il est plus facile de se mettre en quarantaine avec un réfrigérateur plein et une maison confortable que lorsque vous vivez dans un bidonville avec un manque d'eau et cinq personnes dans un espace de 20 mètres carrés.» ■

Lina Sankari

Paru dans L'Humanité

Multinationale mise à l'index

PANDÉMIE • Appuyé par des syndicats français, Uni Global Union porte plainte devant l'OCDE à Paris contre Teleperformance, leader mondial des centres d'appel, pour exiger une protection des salariés face au Covid-19.

Sur le site de l'entreprise, Daniel Julien, le fondateur de Teleperformance, leader mondial basé à Paris de services de relations avec la clientèle, via des centres d'appels externalisés, l'affirme. Le 6 avril, il annonce ainsi avoir permis à 120'000 collaborateur.trice.s (sur les 331'000 employé.e.s du groupe au plan mondial) de collaborer en télétravail depuis leur domicile, devenant selon le jargon de la direction des #TPheroes. Ce satisfecit est loin d'être partagé par le syndicat international UNI Global Union installé à Nyon. Ce dernier, avec l'appui de syndicats affiliés en France, a déposé le 24 avril une plainte devant l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – la première du genre – pour violation du droit des employé.e.s à bénéficier plus tôt d'un lieu de travail sûr pendant la pandémie de Covid-19.

Problèmes en cascade

«La réponse inadéquate et lente de Teleperformance à la crise du coronavirus a mis en danger des milliers de travailleurs en période de pandémie mortelle», a déclaré Christy Hoffman, secrétaire générale d'UNI Global Union. «Des problèmes généralisés montrent un mépris des droits fondamentaux des travailleurs, dont leur santé et leur sécurité, de la part de l'ensemble de la direction mondiale de l'entreprise. C'est pourquoi nous demandons au gouvernement français d'intervenir et de contribuer à la mise en place de solutions urgentes dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE (comprenant la liberté syndicale et d'autres droits du travail tels que la santé et la sécurité, ndlr)», ajoute-t-il. Uni Global Union relève qu'aux Philippines, où Teleperformance compte 48'000 salarié.e.s et en raison des restrictions de déplacement imposées dès le 16 mars par le gouvernement, les travailleur.euse.s qui ne pouvaient pas se rendre au travail ont été obligé.e.s de dormir par terre dans les locaux de Teleperformance pendant les 30 jours du couvre-feu. Ou de rester chez eux et de ne pas recevoir de salaire. Les travailleur.euse.s ne disposant pas de dortoirs permettant une distanciation sociale



«Les travailleurs de centres d'appel sont des êtres humains, pas des robots», rappelle le syndicat philippin BIEN (BPO Industry Employees' Network).

BIEN Philippines

adéquate. «Leur situation sur le site de Cebu (ville insulaire philippine, ndlr) ne fait qu'illustrer la prédisposition apparente des entreprises du secteur à privilégier la continuité des activités plutôt que la sécurité et le bien-être des travailleurs dans toute situation de crise – qu'il s'agisse d'un typhon, d'un tremblement de terre ou, dans le cas présent, d'une pandémie», relevait ainsi l'association BIEN (BPO Industry Employees' Network).

Mesures de protection inexistantes

Après avoir découvert cinq cas de Covid-19 dès la mi-mars dans l'un des centres de contact de Teleperformance au Portugal, le STCC (Syndicat des travailleurs des centres d'appel) a demandé,

avec menace de grève pour le 26 mars, à l'entreprise de fermer l'établissement, qui compte 700 employé.e.s. «Cependant celle-ci a poursuivi l'activité dans l'un des plus grands centres d'appel de Teleperformance en Europe, jusqu'à ce que les autorités sanitaires portugaises lui ordonnent de fermer», précise Uni Global Union.

Après avoir subi une distanciation sociale inadéquate, un manque d'équipement de protection individuelle sans casque personnel et des conditions insalubres, un groupe de près de 100 travailleur.euse.s colombien.ne.s a organisé un arrêt de travail spontané dans un centre d'appel de Bogota le 26 mars. «Le 30 mars, quatre des porte-paroles du groupe auraient été licenciés par

la direction de Teleperformance, en représailles de leur action pour obtenir des conditions de sécurité», selon Uni Global Union. En France, le site de Blagnac a finalement été fermé en mars pour désinfection suite à une décision de l'inspection du travail. Plusieurs cas suspects de coronavirus avaient été détectés parmi le personnel. Dans dix pays, des conditions dangereuses auraient été relevées selon Uni Global Union. Bien entendu, la direction rejette toutes ces dénonciations. Dans un communiqué, Teleperformance «conteste» les accusations et certifie son respect des «réglementations et les directives locales et gouvernementales dans chacun des pays» où il a des activités. ■

JDr

L'inquiétante chute des prix pétroliers

ECONOMIE • C'est un véritable krach, un «avril noir du pétrole» aux conséquences sociales dramatiques.

Le prix du brut américain, coté à New York pour livraison en mai clôture lundi dernier à un prix négatif de -37,63 dollars le baril, la baisse de consommation conduisant à des impossibilités de stockage. Une panique du marché qui devrait avoir des conséquences sociales dramatiques dans plusieurs pays. Le krach pétrolier se poursuit. Lundi, le prix du baril du WTI (West Texas Intermediate), qui est le cours de référence pour le brut américain, a donc dévié. Ce dernier a chuté sous la barre des 12 dollars, soit son plus bas niveau depuis 1999. A titre de comparaison, en janvier, il était de 65 dollars. Cet indice a vu son écart se creuser et être au plus haut depuis près de dix ans avec celui du Brent, le cours de référence européen, également en forte baisse, passant sous la barre des 27 dollars le baril, le 20 avril.

Consommation mondiale en chute libre

Au final, l'accord du 12 avril pour réduire la production de pétrole mondiale de près de 10 millions de barils par jour à partir du 1^{er} mai n'aura pas ralenti la crise. Cette baisse actée entre les principaux pays producteurs dits de l'Opep ainsi que du groupe informel créé fin 2016, qui réunit les 13

pays membres de l'Opep et 10 autres dont la Russie, le Mexique, le Canada et la Norvège, le Kazakhstan, Bahreïn, et Oman, soutenu par les Etats-Unis, ne suffit pas face à l'effondrement de la consommation mondiale.

L'évolution de cette crise pétrolière n'est guère optimiste. L'excédent massif de l'offre continuera de faire chuter les prix. L'Opep comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE) confirment un effondrement historique de la demande mondiale de cet hydrocarbure en 2020, lié à la paralysie économique due au Covid-19. L'AIE évoque «un avril noir du pétrole» avec une demande quoti-

dienne qui va chuter de 29 millions de barils. En mai, l'organisation estime qu'il n'y aura aucune amélioration et une consommation qui devrait baisser encore de 26 millions de barils par jour. Malgré la levée des restrictions de déplacement et une reprise économique, la demande mondiale restera en recul jusqu'en décembre, affirme l'AIE. «Nous assistons, en effet, à une forte réduction de la consommation pétrolière mondiale, liée aux mesures de confinement, aux restrictions des déplacements et à l'arrêt de l'activité de nombreuses entreprises. Ce n'était pas le cas lors des précédentes chutes du cours du pétrole entre 2014 et

2016 et en 2008, au moment de la crise économique et financière», rappelle Francis Perrin, directeur de recherche à l'Iris, spécialiste des problématiques énergétiques.

Pétrole de schiste en faillite

Aux Etats-Unis, la chute des prix et la baisse de la consommation font craindre deux choses: une saturation des installations de stockage de brut et de nouvelles faillites des producteurs de pétrole de schiste. Pour Francis Perrin: «En 2020, les Etats-Unis vont apporter leur contribution à l'effort d'autres producteurs, non pas parce que Donald Trump l'aura

décidé, mais parce qu'une partie des opérations des compagnies pétrolières ne sera plus rentable. De nombreuses compagnies américaines ont déjà commencé à réduire fortement leur activité de forage et plusieurs devront fermer temporairement des puits, faisant baisser la production pétrolière américaine.» Il en est de même au Brésil, au Canada et en Norvège notamment, où le niveau de production résulte de la décision de compagnies pétrolières privées. Les prix du pétrole étant tombés à des niveaux très bas, elles estiment qu'il n'est plus rentable de produire. Du côté des stocks mondiaux, ils devraient continuer à gonfler jusqu'à l'été.

Une nouvelle réunion des principaux producteurs pourrait être envisagée. Tout dépendra de l'attitude des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et de la Russie, qui représentent, à eux trois, 40% de la production mondiale. En attendant, pour de nombreux pays dont les hydrocarbures restent la principale ressource comme pour le Venezuela, l'Iran, l'Irak, le Nigeria, l'Angola ou encore l'Algérie, il s'agit d'une catastrophe économique et sociale. ■

Vadim Kamenka

Les roitelets du Golfe expulsent leurs travailleurs jetables

Au Qatar, «des travailleurs migrants (sont) expulsés illégalement pendant la pandémie», alertait le 15 avril Amnesty International. Selon l'ONG, des ouvriers étrangers ont été appréhendés à Doha par la police, au prétexte d'être soumis à des tests de dépistage du Covid-19. En guise de prise en charge sanitaire, ces ressortissants népalais «ont été conduits dans des centres de détention où ils ont été maintenus dans des conditions abominables pendant plusieurs jours, avant d'être renvoyés au Népal». Cité par la chaîne de télévision qatarienne Al-Jazeera, le gouvernement «dément ces allégations» et jure que ces migrants, effectivement arrêtés à l'occasion de patrouilles de police liées au respect des règles sanitaires dans le cadre

de la lutte contre la pandémie, étaient «engagés dans des activités illégales et illicites».

Selon les Nations unies, qui se basent sur les statistiques de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Arabie saoudite a renvoyé à Addis-Abeba près de 3'000 migrants éthiopiens depuis la mi-mars. «L'expulsion et la déportation de migrants éthiopiens en situation irrégulière alors que la réponse de leur pays au Covid-19 n'est pas prête les mettent en danger», avertit Catherine Sozi, coordinatrice humanitaire des Nations unies pour l'Éthiopie, dans un document cité par l'Agence France Presse.

Marc de Miramon

Paru dans L'Humanité, adapté par la rédaction

Paru dans L'Humanité

Vitalité culturelle sous l'Occupation

HISTOIRE • Un colloque universitaire a montré l'ambiguïté de cette période, entre besoin d'évasion, collaboration et résistance.

La vitalité de la culture (théâtre, cinéma, musique...) dans une situation d'oppression peut surprendre. Elle est en effet paradoxale. Par exemple, la fréquentation des salles de cinéma en France passe de 220 millions de spectateurs en 1938 à 305 millions en 1943 et 402 millions en 1945. Et cela alors que «toute la France, toute l'Europe est en prison», comme l'a écrit Jean Guéhenno dans son *Journal des années noires*. Il faut dire que la culture est un moyen d'évasion hors de la réalité, une fabrique de rêves, voire une niche de liberté. A cela s'ajoute, même si la remarque est triviale, que les salles de cinéma et de théâtre sont chauffées, à une époque où tout le monde a froid et faim. Le colloque de Bordeaux, qui s'est tenu en 2010, a abordé une multitude de situations, en France et dans d'autres pays occupés pendant la Seconde Guerre mondiale. Et là, il faut faire des nuances. L'Occupation n'a pas revêtu le même degré de violence en France, en Flandre ou en Pologne, a fortiori dans les ghettos de Varsovie ou Theresienstadt.

Programmes divertissants

On constate d'abord que l'occupant a favorisé les programmes «légers» (revues musicales, opérettes, chansonnettes, théâtre de boulevard) visant à anesthésier les populations en les distrayant. Par exemple, le Grand Théâtre de Lyon connaît une embellie lyrique, avec entre autres des représentations de *La Belle Hélène* d'Offenbach... qui pourtant est juif. Le cinéma, lui, offre féerie et voyage dans un monde qui en est momentanément dépourvu. Tout cela se passe cependant dans un climat de restrictions, sous les bombardements alliés et en butte à la menace constante de la Gestapo. Plus gravement, le cinéma sert aussi à la propagande de l'occupant. Les actualités allemandes sont systématiquement diffusées, avec leur ton martial et leurs communiqués de victoires. Quant à l'ignoble film antisémite *Le Juif Süss*, il tient deux semaines à l'écran à Lyon et il est applaudi... Les cinémas sont partout obligés de diffuser des films allemands. Même si les Actes du colloque n'en parlent pas, étonnamment, il faut rappeler que c'est sous l'Occupation que le cinéma français a produit plusieurs de ses chefs-d'œuvre, sous l'impulsion de réalisateurs comme Clouzot, Bresson, Carné, Becker, Autant-Lara.

La musique, plus intemporelle et moins «politique», échappe davantage à la censure. Celle-ci reste cependant agissante. Par exemple, à Toulouse, dans l'opéra *Lakmé*, les personnages de deux officiers anglais sont remplacés par des officiers allemands. Et l'épuration des musiciens juifs est menée avec détermination. En 1945, une autre épuration interviendra contre ceux considérés comme collaborationnistes et antirépublicains.

L'idéologie de la Révolution nationale s'exporte dans l'Empire français. L'AOF (Afrique-



Destruction de la statue de Garibaldi.

Bibliothèque municipale de Dijon, photo P. Gillet

Occidentale française) et l'AEF (Afrique-Équatoriale française) sont en effet laissées sous la juridiction de Vichy par les accords d'armistice de 1940. En réalité, la propagande vichyste ne diffère guère de celle de l'administration coloniale d'avant 1940. Elle chante les bienfaits du colonialisme, qui aurait apporté le progrès aux populations locales «barbares». Mais c'est surtout Alger qui devient la vitrine du vichysme colonial. Le régime agit notamment, comme en France, à travers les mouvements de jeunesse et le scoutisme. Au contraire, des revues algéroises, tolérées et parfois interdites, entretiennent l'esprit de la Résistance. *Fontaine* est la première à publier le célèbre poème d'Eluard, *Liberté*.

Succès du jazz

Un phénomène étonnant et méconnu est le succès du jazz, pourtant considéré comme une musique «négro-judéo-anglo-saxonne» et dégénérée, et cela tant en France que dans l'Italie fasciste. Avec quelques arrangements: par exemple, à Turin, le jazzman Benny Goodman, qui est juif, est appelé Beniamino Buonomo, et le noir Louis Armstrong devient Luigi Bracciaforte! A Paris et en province, les sections du Hot Club de France sont très vivantes pendant la guerre. Django Reinhardt, pourtant un Tsigane, catégorie considérée comme inférieure par la «science» raciale allemande, connaît un grand succès. Le jazz américain demeure présent pendant toute l'Occupation.

Le théâtre français oscille, quant à lui, entre Collaboration et Résistance. Cécile Sorel écrit en

1942: «Comme artiste dirigeante du Théâtre français, toute mon influence artistique est vouée au profit de la collaboration germano-française.» A la Libération, elle sera interdite de théâtre ad vitam. Il est cependant regrettable que les pièces de Sartre et Camus, jouées pendant l'Occupation, soient absentes de ce panorama.

Sous l'Occupation, une partie de la presse française s'est repliée à Lyon, capitale culturelle de la France dite «libre». La presse clandestine est y particulièrement vivace, avec *Combat*, *Libération*, *Franc-Tireur* et *Les Cahiers du Témoignage chrétien*.

Nice et Menton, soumises à l'occupation italienne, présentent un cas particulier. Une propagande fasciste intense vise à y promouvoir l'italianité. Et c'est paradoxalement Vichy qui s'attache à défendre le patrimoine français... Quant à Strasbourg, qui devient allemande, elle baigne entre 1940 et 1944 dans un univers essentiellement germanique. L'attachement à la grande musique allemande, de tradition plus ancienne, et qui donne lieu à des concerts très suivis, ne doit cependant pas faire croire à une adhésion au nazisme.

Grèce et ghettos d'Europe centrale

En Grèce, qui vit une Occupation très dure, accompagnée par une terrible famine, les salons de la haute société accueillent chaleureusement les officiers nazis. Mais la résistance armée est bien présente, sa plus grande organisation est le Front de libération nationale, dominé par le

parti communiste grec. Quant à la résistance culturelle, elle se réfugie dans la littérature, notamment la poésie, et dans le théâtre. Des acteurs et des actrices sont d'ailleurs arrêtés et déportés en Allemagne.

En Pologne, la culture nationale qui, selon le plan nazi, doit être éradiquée, est systématiquement discriminée. Mais un mouvement clandestin s'organise, avec des lieux de spectacles alternatifs. Quant à l'enseignement supérieur, banni car les Slaves sont considérés comme des «sous-hommes», il prospère dans des appartements privés. On peut donc dire que les activités culturelles clandestines ont été un élément important du mouvement de résistance polonais.

Dans le protectorat de Bohême-Moravie, l'occupant veut germaniser Prague, considérée par lui comme allemande. Or la nation tchèque, au XIX^e siècle, s'était largement construite autour de ses chorales et fanfares, et autour de ses musiciens (Smetana, Dvorak et Janáček). Il s'agit donc de germaniser et de nazifier l'espace sonore. Et cela notamment par l'introduction de la musique de variétés allemande, marquée par un exotisme tropical. Mais c'est un échec. Les orchestres tchèques continuent à jouer leurs grands compositeurs.

Le cas des ghettos est le plus tragique. Il peut paraître incongru de parler de culture à propos d'une population inexorablement vouée à la déportation et aux chambres à gaz. Et pourtant, il y a une volonté humaine de triompher de la mort. Ainsi, les ghettos de Varsovie et de Lodz possèdent un orchestre, des journaux, créent des chansons en yiddish, édifient des bibliothèques. Le cas de Theresienstadt (Terezin en Bohême) est particulier, car les nazis, avec un cynisme particulier, en font un «village à la Potemkine», censé montrer au monde, et notamment à la Croix-Rouge, que les juifs y vivent dans des conditions idylliques. En 1944, un film tchèque y est même produit, selon le scénario du réalisateur juif allemand Kurt Geron. Celui-ci sera déporté à Auschwitz avant la fin du tournage. Dans le ghetto de Varsovie sont rassemblés et cachés de nombreux témoignages sur les conditions de vie dans celui-ci, sous la direction de l'intellectuel Emmanuel Ringenblum.

En résumé, le tableau qu'offre l'Occupation diffère singulièrement selon les régions soumises à l'Allemagne. Et la culture ne présente pas d'image univoque. Tantôt collaborationniste, tantôt acquise à la Résistance, elle reste le plus souvent hors du champ politique, jouant le rôle d'exutoire pour une population soumise à de multiples privations et à l'humiliation générée par la présence pesante des vainqueurs. ■

Pierre Jeanneret

Source: *Villes et culture sous l'Occupation. Expériences françaises et perspectives comparées*, sous la dir. de Françoise Taliano-Des Garets, Paris, Armand Colin / Recherches, 2012, 358 p.

La Suède à l'époque révolutionnaire

LIVRE • «1793» de Niklas Natt och Dag, un passionnant roman social et un phénomène d'édition dans le monde scandinave.

Le livre est d'abord un roman policier, qui s'inscrit dans l'Histoire. Dans l'eau saumâtre et remplie d'immondices du lac Fatburen, sur l'une des îles qui constituent Stockholm, on retrouve le corps, atrocement démembré, d'un inconnu. L'enquête va être menée par Cecil Winge, un homme de loi intègre, atteint de tuberculose au stade final, avec l'aide de Jean Michael Cardell, vétéran de la guerre russo-suédoise où il a perdu un bras, et qui est devenu une sorte de garde civique, souvent imbibé d'alcool. Dans ce sens, le livre est un thriller, qui comporte d'ailleurs des scènes très dures. Ames trop sensibles s'abstiennent. Au-delà des péripéties qui tien-

nent le lecteur en haleine, l'auteur se livre à une réflexion sur le Bien et le Mal, en montrant qu'ils ne sont pas totalement antinomiques et que des circonstances particulières peuvent transformer un être humain en un monstre.

Impressionnante fresque sociale

Mais l'intérêt principal du roman n'est pas là. Celui-ci constitue surtout une magistrale fresque sociale de la Suède, à un moment particulier de son histoire. L'année précédente, en 1792, le roi Gustav III a été assassiné par une conjuration de nobles, et cela lors d'un bal masqué, qui inspirera l'opéra éponyme de Giuseppe Verdi. Le pays connaît une vacance du pou-

voir et de sombres complots pour s'emparer de celui-ci. Et les échos de la Révolution française résonnent jusque dans la lointaine Scandinavie. En 1793, on apprend d'ailleurs l'exécution de la reine Marie-Antoinette.

La Suède, si l'on excepte une minorité de nobles et de riches bourgeois, est alors un pays misérable. La crasse est partout. Les rues servent de latrines. L'alcoolisme règne dans les milieux populaires, où l'on ne mange pas toujours à sa faim. C'est d'ailleurs un bourreau toujours ivre qui procède aux décapitations à la hache, pour lesquelles il doit s'y reprendre jusqu'à cinq fois! Beaucoup de femmes dans le besoin s'adonnent à la prostitution. Mais les pasteurs de

l'Eglise luthérienne veillent. Les prostituées, les mendiantes, les femmes «débauchées» sont soumises au travail obligatoire dans une filature, où sévit un véritable esclavage sous le fouet. Les guerres, notamment celles qui opposent la Suède à la Russie, saignent le pays et laissent de nombreux estropiés. Les magistrats sont, pour la plupart, corrompus. Bref, Niklas Natt och Dag dépeint une Suède qui était alors bien éloignée de «l'Etat providence» qu'elle est devenue depuis que les socialistes ont accédé au pouvoir en 1931. C'est probablement cette peinture impitoyable de ce que fut le royaume qui a tant frappé le public suédois, et au-delà. A propos de ce livre, *The Times* n'hésite pas à parler

d'«un véritable ouragan sur le monde littéraire!».

Seul petit bémol: le roman fait référence à de nombreuses rues et places de Stockholm, bien connues de ses habitants, mais pas nécessairement du public étranger. Certes, une carte sommaire de la ville en 1751 figure dans le livre. L'auteur, qui porte le curieux nom de Natt och Dag (ce qui signifie littéralement «Nuit et jour», en lien avec les armoiries de la famille) appartient à la plus ancienne noblesse suédoise. 1793 est son premier roman, qui laisse bien augurer du suivant! ■

Pierre Jeanneret

Niklas Natt och Dag, *1793*, Paris, Editions Sonatine, 2019, 442 p.

Au cœur des hasards sensibles

CINÉMA • Au carrefour des arts, le cinéma multiforme de Peter Mettler ouvre sur des univers contrastés. Eclats d'une rétrospective mise en ligne par le Festival Visions du Réel.

Son mythique *Gambling, Gods and LSD* (2002) est une odyssée méditative, multisensorielle, un trip traversant histoires et visions d'extase à travers trois continents. Par une composition musicale dans le rythme et l'enchaînement des images, le cinéma arpente les limites de notre perception: accélérés, ralentis, superpositions, sauts, tramages et tuilages d'images et sons. Pour questionner ou contempler ceux, qui des alentours de la zone aéroportuaire de Toronto à l'Inde du Sud et ses bûchers funéraires, en transitant par Las Vegas et Zurich, éprouvent des frontières. Celles vitales, mortifères ou extatiques. Ici ils sont croyants, là scientifiques, drogués. Ou les deux, comme l'inventeur du LSD, Albert Hoffman.

Films mondes et puzzles

«Durant le tournage, je fus sensible chronologiquement à ce qu'une situation donnée puisse déterminer une esthétique-mosaïque, la manière dont les choses devraient être filmées. Ceci au gré des cultures traversées.» Tout circule. Aux tranes des participants à un congrès religieux répond à distance la volonté démiurgique associée aux essais nucléaires. Sans taire les fantasmes érotiques cybernétiques. Ou les stases méditatives de junkies.

Le soin apporté à la partition sonore est constant. Le post-rock et free jazz de Fred Frith ou Jim O'Rourke, les symphonies de Górecki sont associées à des couches bruitistes. Sous l'influence croisée des cinéastes Michelangelo Antonioni, Nicols Roeg et Johan Van der keuken,

voici un tumulte d'images allant du sublime pictorialiste – les Alpes helvétiques embrumées, Monument Valley – au prosaïque et trivial de machines sexuelles électriques. Il existe bien un motif central, à la fois lien et liant, le thème de l'eau. Un flux irrésistible invitant à l'errance organique ou spirituelle. Tumultueuse ou apaisée, l'eau se fait aussi miroir comme chez Andreï Tarkovski. Elle s'impose dans toute l'œuvre du cinéaste.

Frictions et voix

Depuis la fin des années 70, le cinéaste et directeur photo canado-suisse Peter Mettler né en 1958 à Toronto réalise des opus musardant entre documentaire et expérimental, fiction, essai et *home movie*, sur tous les continents. Ses réalisations se rattachent souvent au genre du «journal intime» ou film essai. *The Top of His Head* (1989), l'une de ses rares fictions, mêle thriller lynchien, errance décalée et absurde à la Jim Jarmusch et surréalisme proche d'une Maya Deren. La fable confronte «une artiste performeuse intuitive et un commercial obsédé par son travail et l'intellect.» Cette réflexion sur le statut des images, du langage et d'un réel incertain s'ouvre par les mots de Goethe: «Nous parlons beaucoup trop. Nous devrions parler moins et dessiner plus. Personnellement, je voudrais renoncer à la parole et, comme la Nature organique, communiquer tout ce que j'ai à dire dans des sketches».

Peter Mettler prend des notes au fil de ses tournages. Non liées, mêlant brèves réflexions philosophiques, méta-



«Gambling, Gods and LSD». Un clin d'œil à la photo de Man Ray, «Le Violon d'Ingres», pour un périple dans la «géo-musique» du monde.

physiques, impressions, sensations ou simples descriptions d'états et lieux, elles ne forment pas nécessairement un récit, une histoire. «Je tente de transmettre des interrogations, faire des suggestions, fuyant tout didactisme», relève le diariste depuis son bureau canadien. La tonalité élue privilégie la confiance, une narration en voix off hors champ souvent énoncée à la première personne, favorisant, par une écoute au casque, «une profonde intimité, telle une voix logée à l'intérieur de la tête.»

L'aléatoire et l'imprévu des rencontres font partie intégrante de longs-métrages souvent conçus sans scénarios préalables développés. Son premier film de fiction, *Scissere* (1982), «expression d'un langage visuel expérimental vocalisé ou narratif» est né de la simple nécessité de faire de l'auto-stop. Parvenu à un ex-cloître près de Neuchâtel, l'homme découvre que le lieu abrite un centre de réhabilitation pour toxicomanes. C'est à travers le montage que le processus s'épure.

«Ainsi 80% des textes s'y évanouissent, la part restante s'articulant de manière éminemment concise.» Le regardeur peut ainsi éprouver les voyages proposés par Peter Mettler à travers de multiples perceptions invoquées de manière à rendre perceptible leur immatérialité. Il est toutefois vain de pister dans ses films des réponses. ■

Bertrand Tappolet

Filmographie à découvrir jusqu'au 2 mai, sur www.visiondureel.ch. Site Peter Mettler: www.petermettler.com

Christophe, au-delà de l'attendu

MUSIQUE • Confessant jouer intuitivement, sans repères ni connaissance des notes et du solfège, Daniel Bevilacqua a rejoint le bleu du ciel après celui des mots. Il fut un incomparable «alien» de la chanson française.

On avait laissé l'artiste multiple, exigeant et infatigable sourcier de sons et arrangements atmosphériques, lyriques tissant un quatuor de chansons incandescentes venues des confins de l'espace sur des textes de Charles Péguy pour le film *Jeanne* (2019) de Bruno Dumont contant les dernières années de la Pucelle d'Orléans. Ne comptant plus les années, le crooner dandy s'avouait lors de son concert à Voix de fêtes en 2015 «déstructuré, créateur et inventeur». Improbable, décalé, irréel, il reconnaissait «l'enfantôme» marchant avec lui: «Je suis complètement inconscient depuis que je suis né, et c'est probablement mieux ainsi».

Venu du blues

Le songwriter et guitariste Eric Linder (alias Polar) se souvient avoir programmé ce fils d'un chauffagiste et d'une couturière originaires du Frioul au Victoria-Hall pour le Festival de la Bâtie en 2003 avec Arno. Le choix était d'une rare pertinence. Ainsi les deux artistes sont-ils harmoniciens à la passion du blues chevillée au corps. Ils vénèrent les guitariste et chanteurs mythiques Robert Johnson et John Lee Hooker. Ou Sonny Boy Williamson, l'un des plus grands harmoniciens du blues. Christophe enquille ainsi les allusions aux musiques noires américaines. Ceci faisant oublier chez lui des débuts erratiques.

Il était une fois, du côté de *Salut les copains*, émission de radio pop, un chanteur tôt projeté vedette yé-yé en 1965 avec le slow lacrymal et étrange pareil à une prière, *Aline*. Vite classée comme mignardise pop, la chanson joue du souvenir et de la trace à la manière de Marguerite Duras, dont l'adaptation cinéma par René

Clément du roman autobiographique, *Barrage contre le Pacifique*, fut le premier film adulé par cet inconditionnel du 7^e art collectionnant passionnément les pellicules. «Je n'ai gardé que ce doux visage / Comme une épave sur le sable mouillé» (*Aline*). Des paroles dessinant la trace rémanente que la disparition de l'être aimé peut garder de désespérance et d'éternité au cœur d'une présence-absence inlassablement recomposée par la mémoire et l'oubli. Un titre qu'il fera merveilleusement redécouvrir, sous des habits plus expérimentaux et avant-gardistes, en tournée dans ce siècle. «La scène doit être cet endroit où 'tout est à vif' et en même temps on a l'impression qu'on 'saisit tout derrière un voile», disait l'homme de théâtre français Claude Régy. Les mots valent pour nombre de compositions dues à Christophe, cet écorché intranquille et doux.

Eric Linder s'avoue médusé par le souvenir de l'ouverture scandant l'album *Comm' la Terre penchait* (2001), une ritournelle «hallucinante et d'une beauté ultime dans sa voix enregistrée par un Christophe alors couché en boule sous la console». Soufflée en apesanteur, *Elle dit, elle dit, elle dit...* distille son spleen sur canevas d'harmonium, bel hommage à Nico, figure indissociable de la révolution esthétique et musicale new-yorkaise des *sixties*. Comme dans ses plus grandes réussites, Christophe couche des phrases minimales, essentielles. Elles forment d'«inépuisables sources propices à créer univers et climat minimal, émotions et imaginaires poétiques, ironiques aussi au fil d'une remarquable concision épurée dans les *lyrics*», relève Eric Linder devenu inconditionnel de

l'artiste à la scintillante neurasthénie. Ce dernier n'a-t-il pas baptisé un album, *Le Beau Bizarre* (1978), en une rime baudelairienne?

Chercheur né

Après de relatives éclipses et traversées du désert dans les années 80 et 90, le chantre de la pop éthérée confirme sa capacité à concevoir d'harmonieux castings pour l'album *Aimer ce que nous sommes* (2008). En témoignent la présence de l'intense mélancolie électro ambient du Mexicain Murcof. Et celle du trompettiste jazz aux échos planants natif de Chêne-Bougeries, Erik Truffaz, dont Christophe, qui admire son «jeu introspectif et tendu», est l'idole. Couches nappées de synthés, collages vocaux et paroles murmurées installent un nocturne d'affects contrastés et sous influence cinéma, l'inquiétante étrangeté d'un David Lynch tenant le haut de l'affiche. Entre techno hantée et improvisation hallucinée, *Paradis retrouvé* (2013) infuse une lente marche funèbre, *Hommage à Jean-Michel Desjeunes*, journaliste suicidé en 1979 et apprécié du songwriter. Atmosphère pesante, mid-tempo tragique et chant en anglais se prolongent en ondes folk spectrales alliant violon et harmonica.

Les Vestiges du chaos (2016) recèle un somptueux hommage au couple formé par Lou Reed à l'écriture viscérale, poétique insolente et baudelairienne, sa beauté de la phrase simple et Laurie Anderson (*Lou*). Le souvenir du violon préparé de l'Américaine magnétisait ce «créateur de sons», un intitulé que Christophe préférerait à «compositeur». Les amitiés éternelles touchent aussi l'icône électro-punk et chanteur du groupe Suicide, Alan Vega, en duo sur le mor-

ceau *Tangerine*. En concert à l'Octogone de Pully (2010), le remarquable ensemble instrumental qui accompagnait Christophe excellait à rehausser de sidérants arrangements foisonnant d'inventivité, les standards (*Les Mots bleus, Les Marionnettes...*). Et à dégager de nouvelles voies audacieuses aux confins du jazz, du bruitisme stratosphérique et de la musique électronique.

Voix céleste et douloureuse

«Et les hurlements fous d'éternelles souffrances», entend-on de sa voix cristalline et velourée dans *Jeanne* de Bruno Dumont. Pour les scènes du procès où l'inoubliable actrice Lise Leplat Prudhomme, 12 ans, se tourne vers le ciel vide, la voix de Christophe, 73 ans, lui prête un chant. L'artiste campe un moine vêtu de noir et blanc, comme échappé de la saga *Star Wars*. Pour le film, le lyrisme électro-pop aérien de Christophe traduit au plus juste les discours de Jeanne à Dieu. Aux yeux du réalisateur, ce choix s'imposait: «Les stances, les rythmes, les nappes, les répétitions de l'écrivain sont comme prédisposés à leur métamorphose musicale et si proches de l'univers d'un compositeur d'aujourd'hui dont l'évolution musicale est inouïe... Son architecture sonore épouse mystérieusement tout du long le cœur de Jeanne, elle est son chant. C'est extraordinaire: la composition musicale donne comme une «connaissance» de ce qui se meut.» Une saisissante épitaphe de ce que fut et sera Christophe pour notre intimité commune. ■

Bertrand Tappolet

Intégralité de l'article sur: www.gauchebdo.ch
www.christophe-lesite.com